

Entretien exclusif RR avec la tête de liste de l'AfD aux régionales en Basse-Saxe

written by Nicolas Faure | 24 septembre 2022



Élections régionales en Basse- Saxe : Stefan Marzischewski-Drewes sera la tête de liste de l'AfD

Dans les derniers sondages concernant les élections au Landtag de Basse-Saxe (un Landtag est l'assemblée parlementaire d'un Land allemand), l'AfD est créditée de six à sept pour cent en vue de ces élections régionales qui se dérouleront le 9 octobre prochain. Ce résultat pourrait lui permettre d'entrer à nouveau au parlement régional.

L'ancien groupe parlementaire de l'AfD avait été dissous en 2020, trois de ses neuf membres ayant démissionné. La taille minimale d'un groupe parlementaire n'était donc plus atteinte.

C'est dans ce contexte que Stefan Marzischewski-Drewes vient d'être choisi comme tête de liste pour les élections régionales du 9 octobre prochain, lors de la réunion d'investiture de l'AfD à Dötlingen, dans le district d'Oldenburg, appartenant au de Land de Basse-Saxe, (Niedersachsen en allemand).

Lors de son discours, ce médecin de 56 ans, originaire de la ville de Gifhorn, a critiqué le système éducatif allemand, et a également demandé la suppression des contributions à l'aménagement des infrastructures routières du Land.

Stefan Marzischewski est un « Bas-Saxon de coeur ». Il est issu du monde du travail et connaît les problèmes et les préoccupations des citoyens, y compris et surtout ceux des habitants des zones rurales.

Il vient de m'accorder un entretien écrit.

Nicolas Faure : *Monsieur Marzischewski, depuis la création de l'AfD, les hommes politiques et les médias n'ont cessé de qualifier votre parti de parti politique « d'extrême droite ». Que pensez-vous de ce terme désobligeant et insultant ?*

Stefan Marzischewski-Drewes : L'AfD est fermement attachée à la Loi fondamentale et respecte l'État de droit. L'AfD est au cœur de la société. Nous menons une politique de bon sens pour les citoyens allemands, sur le terrain.

NF : *L'Allemagne est le seul pays démocratique au monde dans lequel un parti d'opposition est surveillé par un service de renseignement intérieur dépendant du gouvernement. Comment expliquez-vous cela ?*

SMD : Les origines sont certainement à chercher dans la période de fondation de la République fédérale d'Allemagne. Après plus de 20 ans, depuis la réunification de 1989, ce service de renseignement intérieur, le « Bundesamt für Verfassungsschutz », (BfV en allemand) constitue de toute évidence un dysfonctionnement sur le plan démocratique par rapport aux autres pays d'Europe. Dans le cadre de l'harmonisation européenne, ce service secret intérieur devrait donc être supprimé.

NF : *La folie climatique irrationnelle du gouvernement détruit l'économie et la société allemandes. Pour quelle raison vouloir abolir le décret sur les économies d'énergie et la loi sur les énergies renouvelables et de l'électricité ?*

SMD : Chaque entreprise, chaque citoyen s'efforce de gérer les ressources avec soin et parcimonie, ne serait-ce que pour des raisons purement économiques. Il faudrait à nouveau accorder davantage d'importance aux forces du libre marché. Les subventions astronomiques que les gouvernements successifs accordent au développement des éoliennes depuis plusieurs années ont entraîné des hausses de prix de l'électricité, des prix parmi les plus élevés d'Europe. Cette politique est profondément antisociale et doit cesser immédiatement.

NF : *Le droit européen à la libre circulation a entraîné des flux migratoires massifs au sein de l'Union européenne des États les plus pauvres vers les États les plus riches, en particulier vers l'Allemagne. On lit dans le programme de l'AfD que, dans ce contexte, il convient d'empêcher l'immigration directe dans les systèmes sociaux. Dans quelle mesure l'AfD est-elle favorable à une immigration légale modérée en provenance de pays tiers selon des critères*

qualitatifs ?

SMD : L'AfD s'engage depuis des années pour une loi sur l'immigration qualifiée L'Allemagne, comme d'autres pays de haute technologie, est en concurrence pour le recrutement de travailleurs étrangers réellement qualifiés. Les moyens juridiques pour soutenir cette compétition nécessitent un remaniement de fond. L'exemple pourrait en être le « modèle canadien » adapté aux contingences allemandes.

Le candidat à l'expatriation doit tout d'abord trouver un emploi depuis son pays. Ce n'est qu'exceptionnellement que des étrangers se trouvant déjà en Allemagne sans permis de séjour de longue durée en seront dépourvus, comme par exemple des étrangers de pays tiers ayant terminé des études en Allemagne. **Chaque immigré a une dette absolue, celle de s'intégrer ; il doit s'adapter à son nouveau pays, et non l'inverse.**

Nous nous félicitons de l'arrivée en Allemagne de chaque travailleur qualifié étranger qui est prêt à s'intégrer ici et à participer activement à la construction de notre pays.

Propos recueillis auprès de Stefan Marzischewski-Drewes et traduits de l'allemand par Nicolas Faure